



REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE LA DORDOGNE

SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIES DE LA DORDOGNE

Extrait du Registre des délibérations du Comité Syndical

SÉANCE DU JEUDI 25 JUIN 2020

CS 2020-06-25/07

OBJET : STAGES – PRINCIPE DE DEFRAIEMENT

L'an deux mil vingt le vingt-cinq juin à dix heures quinze, le Comité du Syndicat Départemental d'Énergies de la Dordogne s'est réuni salle Jean Jaurès, à Boulazac, sur convocation adressée à ses membres, le jeudi 18 juin 2020.

Nombre de membres en exercice : 84

ETAIENT PRESENTS : 43

MM Lionel ARMAGHANIAN, Laurent PELLERIN, Serge MAZE, Gérard MOURET, , Alain COUTEAU, Jean Paul MOUILLAC, Marc MATTERA, Jean Louis CHAZELAS, Michel CASSANG, Gérard SENRENT, Frédéric BEAUVIER, Bernard MAZET, Huguette VILLARD, Daniel CHAUME, Jean Marie THOMAS, Jean Pierre LACOSTE, Philippe DUCENE, Maurice CHABROL, Claude BARDOT, Christian HENRY, Dominique BOUSQUET, Alain BUFFIERE, Guy LEYMARIE, Dominique DURAND, Dominique CAILLOU, Patrick VANHERZEELE, Pierre CHEVALIER, Jean Yves VERGNE, Alain CASTANG, René VISENTINI, Éric DUBOIS, Christian BORDENAVE, Marcel RONDONNIER, Claudine FAURE, Henri TONELLO, Jean Pierre CASTANET, Gilbert DE MIRAS, Michel BORDERIE, Nelly PERRAUD-DAUSSE, Jacques MENUT, Brigitte CABIROL, Jean REBEYROLLE, Agnès DAURIAC

ETAIENT ABSENTS, EXCUSES OU REPRESENTES : 42 (dont 1 représenté)

MM Yves MOREAU, Jean Pierre CUBERTAFON, Alain PIERREFITTE, Dominique MORTEMOSQUE, Jean Marie SELOSSE, René MALAURIE, Jean Louis CARRIER, Olivier CHABREYROU, Jean Claude REJASSE, Vincent FLAQUIERE, Patrick TREILLE, Michel LAMY, Jean François DUCHER, Jean GUILLOT, Claudie MOULINIER-VACHER, Florence GAUTHIER, Frédéric MALVAUD, Albert BARRIERE Marcel RESTOIN, Serge VIGNERON, Christian MAZIERE, Joël GADAUD, Michel AUGÉIX, Béatrice HAGEMAN, Mireille VOLPATO, Jean Claude DESPLAT, Yannick LAGRENAUDIE, Laurent SECHER, Jean Michel MAGNE, Nathalie MANET CARBONNIERE, Christian SIX, Pascal PROTANO, Patrick GUEYSSET, Patrick GUILLEMET, Marie Rose VEYSSIERE, Thierry BOIDE, Michel MACARY, Charles TUDELA, Marie Hélène BORAS, Dominique MAZIERE, Henri GAILLARD, Jean LACOTTE,

Secrétaire de Séance :

Nombre de Membres en exercice	Nombre de Membres présents	Nombre de suffrages exprimés	POUR	BLANCS ET NULS	CONTRE	ABSTENTION
84	43	43	43	0	0	0

Ayant constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Président ouvre la séance à 10h15.

Il est procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans au sein du Comité, M. Patrick VANHEERZEELE est désigné pour remplir cette fonction qu'il accepte.

VU le code de l'éducation,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 relative à la fonction publique territoriale,

VU la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche, articles 24 à 29

VU la loi n° 2014-788 du 10 juillet 2014 tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires,

VU la circulaire du 23 juillet 2009 relative aux modalités d'accueil des étudiants de l'enseignement supérieur en stage dans les administrations et établissements publics de l'Etat ne présentant pas un caractère industriel et commercial,

VU la circulaire du 4 novembre 2009 relative aux modalités d'accueil des étudiants de l'Enseignement supérieur en stage dans les collectivités territoriales et leurs établissements publics ne présentant pas de caractère industriel et commercial,

VU l'article D124-6 du décret n°2014-1420 du 27 novembre 2014-art.1 relatif à la durée des stages et périodes de formation en milieu professionnel,

Il vous est proposé :

- D'adopter le principe de verser une gratification aux étudiants de l'enseignement supérieur si au cours de la même année scolaire ou universitaire, la durée du stage est supérieure :
 - soit à **2 mois consécutifs** (soit l'équivalent de 44 jours à 7 heures par jour),
 - soit à **partir de la 309^e heure** de stage même s'il est effectué de façon non continue.

Cette gratification ne peut dépasser **15 % du plafond horaire de la sécurité sociale défini en application de l'article L.241-3 du code de la sécurité sociale depuis le 1er septembre 2015**. Ce taux de 15 % est **fixé par la loi n°2014-788 du 10 juillet 2014**.

Cette somme n'étant pas considérée comme une rémunération, elle n'est pas soumise au versement des cotisations et contributions sociales tant de la part de l'organisme d'accueil que du stagiaire si son montant horaire ne dépasse pas 15% du plafond horaire de la sécurité sociale. Ce taux peut évoluer en fonction des textes en vigueur.

- D'adopter le principe de verser, lorsque le stage est inférieur ou égal à **2 mois consécutifs** ou à **309 heures** une **gratification forfaitaire** pour les étudiants de l'enseignement supérieur d'un montant de **300 € mensuel**, soumis au rapport du tuteur.

LE COMITE SYNDICAL, après en avoir délibéré :

- **ADOpte** le principe de verser une gratification aux étudiants de l'enseignement supérieur si au cours de la même année scolaire ou universitaire, la durée du stage est supérieure :
 - soit à **2 mois consécutifs** (soit l'équivalent de 44 jours à 7 heures par jour),
 - soit à **partir de la 309^e heure** de stage même s'il est effectué de façon non continue.

Cette gratification sera versée conformément aux conditions ci-dessus détaillées.

- **ADOpte** le principe de verser, lorsque le stage est inférieur ou égal à **2 mois consécutifs** ou à **309 heures**, une **gratification forfaitaire** pour les étudiants de l'enseignement supérieur, un montant de **300 € mensuel**, soumis au rapport du tuteur.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus et ont signé au registre des membres présents.



Pour extrait conforme,
Le Président,

Philippe DUCENE